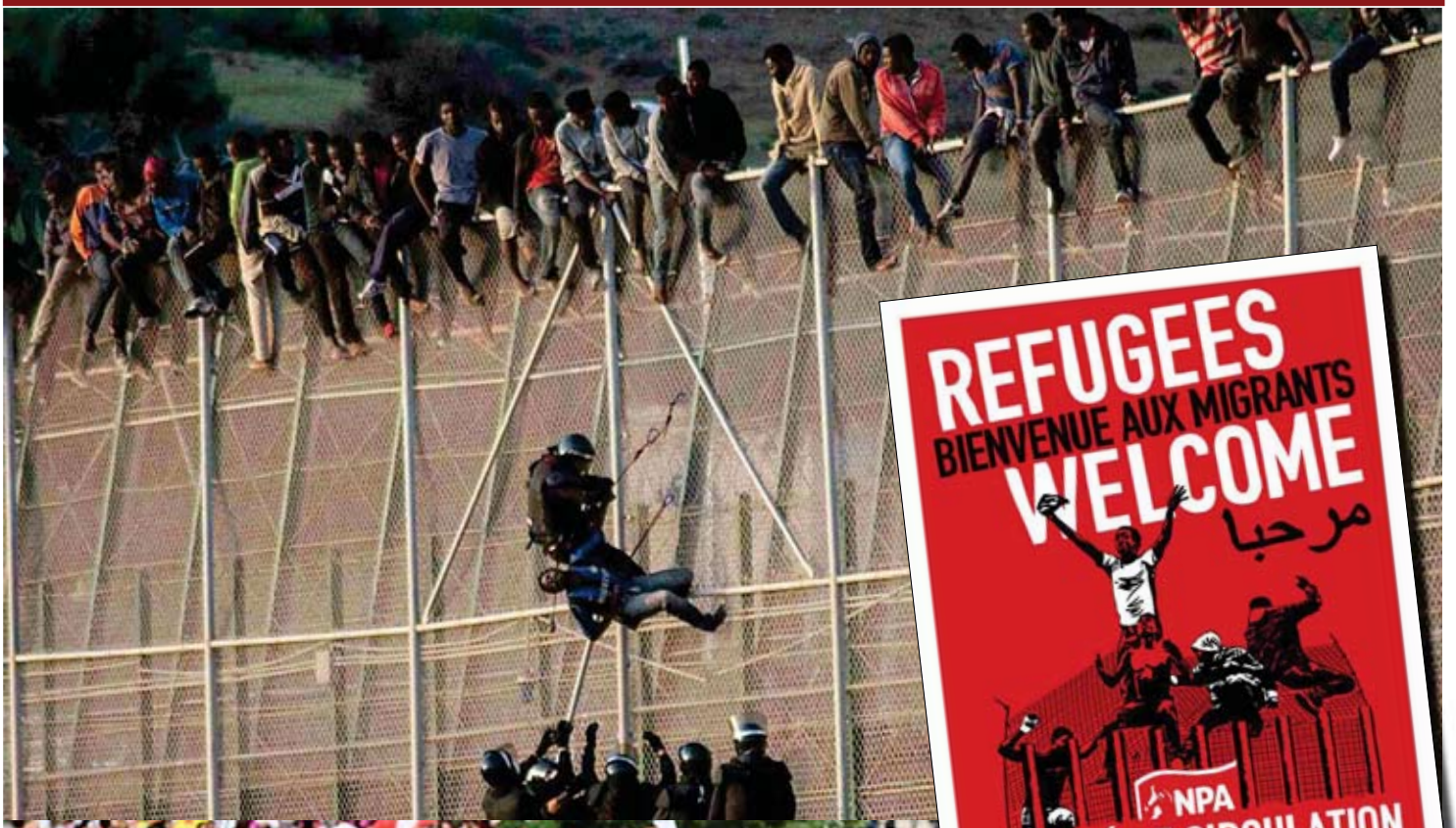
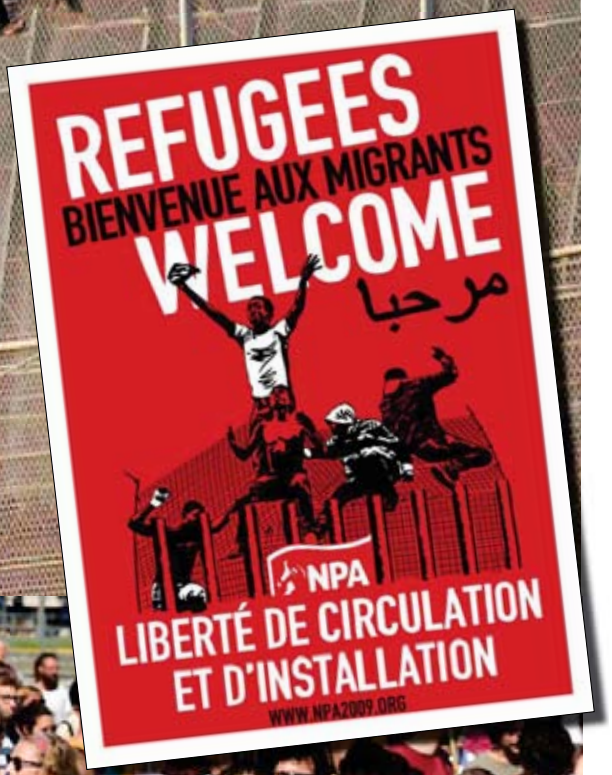
Migrants, sans papiers, prolétaires de tous pays :





Solidarité internationale face à la barbarie du capitalisme

Les Etats européens se hérissent de frontières et de barbelés

Melilla - 2014

Dans le monde entier, le drame des migrants illustre la barbarie du capitalisme qui pousse des millions de femmes, d'hommes, d'enfants à fuir au péril de leur vie les violences et la misère que génère l'exploitation.

Fermeture des frontières, traque policière dont profitent directement les réseaux mafieux, milices parallèles..., en Europe, ceux qui tentent de trouver une vie meilleure voient se dresser barbelés et miradors. Le 20 septembre, les dirigeants de l'UE réunis à Salzbourg, en Autriche (où l'extrême-droite est au gouvernement), se sont sans surprise prononcés pour le renforcement de l'agence Frontex qui pourrait passer de 2800 à 10 000 gardes-frontières et garde-côtes d'ici 2020 !

Une politique criminelle : depuis le début de l'année, 1 personne sur 19 est morte en tentant de traverser la Méditerranée, contre 1 sur 38 sur la même période de 2017 ! Sur les sept premiers mois de 2018, plus de 1600 personnes y sont mortes.

Les organisations humanitaires ont de plus en plus de mal à organiser les opérations de secours en mer. En juin 2018, l'Aquarius et le Lifeline refoulés d'Italie ont erré plusieurs jours en mer avant qu'un port ne s'ouvre. Rivalisant de cynisme, les gouvernements se sont renvoyé la balle avant de se répartir les naufragés sous la pression de l'opinion publique internationale.

Au mois d'août, c'est un bateau des gardes-côtes italiens qui a été bloqué 4 jours entre Malte et Lampedusa, par le gouvernement italien lui-même, avec à bord 177 migrants libyens naufragés.

Aquarius - 10 août 2018

Cynisme, mensonges et surenchère xénophobe

Les dirigeants européens agitent le prétendu péril que les migrants feraient courir à l'Europe ! En France, le ministre de l'Intérieur n'hésite pas à parler, comme Le Pen, de risque de « *submersion migratoire* ».

L'UE, qui regorge de richesses avec 512 millions d'habitants, ne pourrait pas accueillir quelques centaines de milliers ou millions de migrants ? Fantasmes, grossière propagande tentant de diviser les exploités entre eux !

Macron, Merkell et Orban - juillet 2018

> « *Certaines régions sont en train de se déconstruire parce qu'elles sont submergées par les flux de demandeurs d'asile. Si nous restons sans réaction, ce sont quelques centaines de milliers de personnes qu'il nous faudrait accueillir chaque année en France* »
>
> **Collomb**, avril 2018,
> lors du débat sur le projet de loi immigration

Le nombre de personnes qui entrent de manière « irrégulière » en Europe ne cesse de baisser. D'après l'organisme des Nations Unies chargé des migrations, il est passé de plus d'un million en 2015 à 390 000 en 2016, 190 000 en 2017 et moins de 60 000 pour les 6 premiers mois de 2018, du fait même du renforcement des frontières.

Loi « *pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie* » : nouveau recul des droits des étrangers et des demandeurs d'asile !

La loi Collomb a été adoptée définitivement par l'Assemblée nationale le 1er août 2018. Elle prévoit, entre autre, l'allongement de la durée de la rétention administrative jusqu'à 90 jours y compris pour les familles avec enfants ; la multiplication de mesures de surveillance des personnes étrangères ; l'extension des possibilités d'interdiction du territoire français ; la complexification de la procédure de reconnaissance de filiation et le durcissement de l'accès à un titre de séjour pour les parents d'enfants français ; le fichage des mineurs isolés ; la possibilité pour les préfectures de passer outre les avis médicaux dans le cadre de la procédure de régularisation pour raisons de santé... L'enfermement en rétention des enfants est maintenu alors que nombre d'associations, l'UNICEF ou Jacques Toubon, le défenseur des droits, en demandaient la suppression.

La réponse de l'Europe en crise : militarisation, répression et fuite en avant populiste

De Orban en Hongrie et Salvini en Italie, à la tête de gouvernements ouvertement xénophobes, à Merkell et Macron, tous les gouvernements sont lancés dans une fuite en avant populiste, renforçant leurs lois répressives, rétablissant les contrôles aux frontières au sein même de l'Europe.

Barbarie du capitalisme

Le capitalisme a transformé le monde en un seul grand marché où les capitaux circulent à la vitesse de la lumière. Il a mis les travailleurs de tous les continents en concurrence.

La course au profit intensifie l'exploitation et exacerbe les rivalités économiques mais aussi militaires entre les Etats. Des millions de personnes sont contraintes à l'exil pour fuir les violences, la guerre, la misère, les catastrophes climatiques.

Face à cela, l'Europe se transforme en forteresse. La frontière serbo-hongroise est devenue zone de guerre : double clôture électrifiée, hélicoptères, patrouilles militaires avec chiens, caméras infra rouge... Le long de la frontière italienne, la police française traque les migrants, poursuit ceux qui organisent la solidarité, tandis qu'en avril dernier des militants d'extrême-droite montaient des patrouilles anti-migrants dans la montagne... Dans les enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla au Maroc, seules frontières terrestres entre l'Afrique et l'Europe, des centaines de migrants tentent chaque mois de franchir les frontières de barbelés de 6 mètres de haut, affrontant la police espagnole... Par ailleurs, en 3 mois et sur exigence de l'Europe, le Maroc a déplacé par la force plus de 5000 migrant-e-s africain-e-s depuis la région de Tanger vers le Sahara, les abandonnant aux portes du désert !

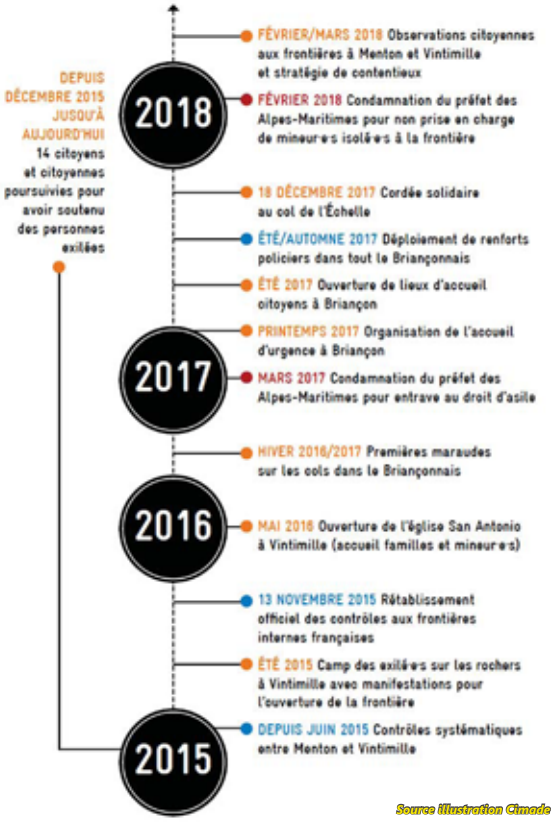
Hotspots : un « tri » sordide

L'Europe multiplie les hotspots pour « trier » les demandeurs d'asile, confiant à des pays comme la Lybie, le Maroc, l'Egypte ou la Turquie la tâche de contenir les flux de migrants ! En Grèce, des milliers de réfugiés, dont des familles, sont enfermés dans des camps insalubres, sans eau ni nourriture suffisantes.

Instrumentalisant les peurs et le drame des migrants pour diviser les opprimés, les classes dominantes nous expliquent en boucle que la France, l'Europe ne pourraient pas « *accueillir toute la misère du monde* ». Elles voudraient nous faire accepter une distinction entre migrants « économiques » et « politiques » pour justifier la répression et la fermeture des frontières. Un discours malheureusement en partie repris par des organisations tel le nouveau mouvement Aufstehen (debout) en Allemagne, à l'initiative de militants de Die Linke, du SPD et des Verts, dont la dirigeante défend la limitation de l'immigration « économique ».

Une propagande qu'il est indispensable de combattre : natif-ve-s, immigré-e-s, migrant-e-s économiques, politiques ou climatiques, la mise en concurrence des opprimé-e-s sert à diviser la classe ouvrière, empêcher les solidarités de se construire !

A la frontière franco-italienne



Source illustration Cimade

Frontière Grèce Turquie 2015

1ère, 2ème, 3ème génération… l'immigration, une richesse !

Pressions économiques et besoins du patronat : la France et l'Europe ont toujours été terres d'immigration

Dans tous les pays d'Europe, comme en Amérique, la classe ouvrière est le produit des vagues successives de migrations.

Dès avant 1850, travailleurs belges et allemands font tourner les filatures et les premières mines du Nord et de la région parisienne. Après 1870 jusqu'en 1914, des centaines de milliers d'Italiens fuyant la misère, s'installent en France ou en Allemagne pour faire les beaux jours des patrons de la sidérurgie, des mines, des chemins de fer, gros exploiteurs de main d'œuvre. Puis c'est le tour des Polonais d'émigrer massivement vers les centres industriels allemands ou français, en même temps que des centaines de milliers de travailleurs pauvres venant d'Espagne ou du Portugal.

Migrants polonais, gare d'Oignies (Pas-de-Calais), années 20

Dans les années 1920, deux millions d'ouvriers étrangers s'installent en France dont 500 000 venant de Pologne. 50 millions d'Européens, par vagues successives d'émigration entre 1840 et 1940, ont fait la classe ouvrière américaine.

Les migrations internes, provoquées par la ruine des petits producteurs et paysans concurrencés par la grande industrie, ou victimes des crises économiques, ont aussi transformé Bretons, Auvergnats ou Basques en migrants intérieurs qui ont peuplé par dizaines de milliers les grandes villes industrielles tout au long du XXème siècle.

Ce sont ces vagues migratoires successives qui ont donné à la France son visage actuel, bien loin du vieux mythe de « *nos ancêtres les Gaulois* ». Nous sommes tous plus ou moins fil-le-s, petits-fil-le-s ou arrière-petits-fil-le-s de migrants. L' « *identité nationale* » est une absurdité !

Immigré-e-s… de gré ou de force !

Quand les besoins du patronat demandaient encore plus de main d'œuvre, l'Etat fit venir des travailleurs de plus loin, avec ou sans leur consentement.

Immigrants portugais - 1965

Après la guerre de 14, pour les besoins de la reconstruction, en plus des Espagnols et Portugais, il fit venir massivement de ses colonies des travailleurs d'Algérie, d'Indochine ou de Chine.

C'est aussi le cas à la Libération. De Gaulle propose d'« *introduire, … avec méthode et intelligence, de bons éléments d'immigration dans la société française* ». La xénophobie de l'Etat colonial français ne date pas d'aujourd'hui !

Le patronat manque cruellement de main d'œuvre et les frontières s'ouvrent alors largement à une nouvelle génération de migrants venant d'Espagne, d'Italie, de Yougoslavie et massivement du Portugal à partir de 1960.

Trains spéciaux et centres de tri de migrants… l'Etat est alors le pourvoyeur d'une véritable traite de force de travail.

Bidonville dans la région parisienne - 1965

Pas d'immigration clandestine : tous les migrants sont alors rapidement régularisés.

Le patronat organise aussi ses propres filières de recrutement. C'est l'époque des bidonvilles à la périphérie des grandes agglomérations françaises, comme à Nanterre ou à Champigny.

Indispensables à l'économie, les travailleurs immigrés n'en sont pas moins méprisés, maltraités, maintenus dans des conditions de vie indignes, victimes du racisme, héritage de l'histoire coloniale de l'impérialisme français.

Ces millions de nouveaux migrants, qui ont occupés les postes les plus durs et les moins payés de l'industrie, ont été les artisans de la reconstruction de la France et de l'Europe.

L'Europe en crise ferme ses frontières

Largement ouvertes quand il s'agit d'accueillir la main d'œuvre nécessaire aux besoins de l'industrie capitaliste, les frontières se ferment tout aussi vite en période de crise. Quand éclate la crise des années 30, les travailleurs étrangers sont les premiers stigmatisés, licenciés et... expulsés.

En 1929, le préfet du Pas-de-Calais déclare à propos des mineurs polonais : « *Ils vivent en groupe, n'ont que peu ou pas de rapports avec nos ressortissants, encouragés en cela par leur ministre du culte... quelle est l'aptitude de l'immigrant polonais à s'assimiler ? La réponse est nette : aucune !* ».

Le gouvernement Laval fait voter en 1932 une loi « *protégeant la main-d'œuvre nationale* » qui fixe les « proportions » de travailleurs étrangers susceptibles d'être employés « *par profession, par industrie, par commerce ou par catégorie professionnelle, pour l'ensemble du territoire ou pour une région* » dans le secteur privé.

Les Polonais, deuxième nationalité étrangère de France après les Italiens, sont officiellement 507 000 en 1931. A partir de 1931, le gouvernement et le patronat organisent l'expulsion de familles, vident des quartiers entiers de cités minières avec 48 heures pour rassembler 30 kilos de bagages par personne et se présenter à la gare.

100 000 travailleurs polonais et leur famille sont expulsés entre 1931 et 1936.

Expulsion de familles polonaises à Leforest 1934

Depuis 1974, la longue série des loi anti-immigrés
Une politique xénophobe qui renforce le racisme, les idées réactionnaires et l'extrême-droite

La crise de la fin des années 70 marque la fin des trente glorieuses.

En même temps qu'ils s'attaquent à tous les travailleurs, les gouvernements européens ferment leurs frontières et désignent les travailleurs immigrés comme un danger pour leur économie et comme un problème pour la société. « *On ne peut pas accueillir toute la misère du monde* » dit Rocard, Premier ministre de Mitterrand en 88.

Des chiffres... qui contredisent le discours réactionnaire et démagogique !

Contrairement aux discours qui agitent la peur d'une prétendue invasion d'immigrés pour justifier les politiques répressives et sécuritaires, la situation de l'immigration en France est restée relativement stable ces trente dernières années.

Depuis 1974, date de la suspension officielle de l'immigration économique, moins de 200 000 étrangers extra-européens ont été autorisés chaque année à s'installer sur le territoire, un chiffre dérisoire rapporté aux plus de 65 millions d'habitants du pays. Quant aux travailleurs sans titre de séjour, les « sans-papiers », leur nombre n'a jamais dépassé les 300 à 400 000, selon le ministère de l'Intérieur.

Aujourd'hui, n'en déplaise à Marine Le Pen qui agite la peur d'une « invasion migratoire, comparable aux grandes invasions du IVème siècle », ou aux propos nauséabonds de Sarkozy, qui comparait l'arrivée des migrants en Europe à une « fuite d'eau » en 2015, les 400 000 réfugiés qui ont frappé aux portes de l'Europe cette année-là représentaient 0,1 % de la population européenne !

Avec le chômage de masse qui s'installe, les pays européens contrôlent strictement leur immigration et pratiquent depuis 1974 « *l'immigration choisie* »... choisie en fonction des besoins du patronat en métiers qualifiés.

Tous les gouvernements ont rivalisé dans la propagande nationaliste, démagogique et xénophobe, pour diviser les travailleurs, les affaiblir face aux attaques du patronat qui les met en concurrence pour baisser le « coût du travail ». Une politique qui a fait le lit du Front national devenu Rassemblement national.

Un arsenal de lois de plus en plus répressives, votées sous tous les gouvernements

• 1972 : Raymond Marcellin, ministre de Pompidou, conditionne l'attribution d'une carte de séjour à la signature d'un contrat de travail. Immigration et emploi sont liés. C'est le début des premiers contrôles du « flux migratoire ». Ils provoquent les premières mobilisations de « sans-papiers » et notamment des grèves de la faim.

• 1974 : **Giscard suspend l'immigration dite « de travail »**. Seul subsiste le regroupement familial.

• 1976 : Restriction des conditions du regroupement familial (conditions de ressources et de logement).

• 1978 : Organisation de retours en partie forcés d'une partie de la main-d'œuvre étrangère en situation régulière. Les travailleurs d'Afrique du Nord sont particulièrement visés par ces mesures.

• 1980 : **La loi Bonnet s'attaque à l'immigration clandestine**, considérée comme menace pour l'ordre public. L'immigré sans-papier est expulsé, reconduit à la frontière ou détenu s'il ne peut quitter immédiatement le territoire.

• Noël 1980 : la destruction au bulldozer d'un foyer de Vitry-sur-Seine (municipalité communiste) où venaient de s'installer 300 Maliens jugés indésirables, marque un tournant.

• **Entre 1981 et 1983**, malgré quelques gestes d'assouplissement de la loi d'expulsion ou la régularisation de 130 000 sans-papiers par le gouvernement Mitterrand-Mauroy, (puis de 90 000 sous le gouvernement Jospin à partir de 1997), le parti socialiste contrôle plus fermement les nouvelles entrées de migrants.

En janvier 1984, Mauroy qualifie la puissance grève des travailleurs de l'automobile de Talbot-Poissy, majoritairement immigrés, de « *grève des ayatollahs* » ! Le PS vient de perdre (sept. 1983) la mairie de Dreux au profit du FN Stirbois.

• 1984 : **Mitterrand fait voter une loi qui stoppe l'immigration économique**. Le Parti communiste s'engouffre dans la brèche. Il déclare : « *Il faut arrêter l'immigration, sous peine de jeter de nouveaux travailleurs au chômage* ».

• 1986 : **La loi Pasqua rétablit le régime d'expulsion antérieur à la loi du 29 octobre 1981**.

Pasqua, Ministre de l'Intérieur, organise le premier renvoi de sans-papiers par charters : c'est le charter des « *101 Maliens* ». D'octobre 1986 à janvier 1987, 6 500 étrangers sont expulsés sur « les charters de la honte ».

• 1992 : La loi renforce la lutte contre le travail clandestin et l'organisation de l'entrée et du séjour irréguliers d'étrangers en France.

La loi Quilès instaure les « zones d'attente » dans les ports et aéroports, qui maintiennent en rétention les étrangers et les demandeurs d'asile non admis sur le territoire.

• 1993 : **réforme du code de la nationalité** : remise en question de l'acquisition de la nationalité française, à la naissance, pour les enfants nés en France de parents nés en Algérie avant l'indépendance. **La loi Méhaignerie abolit le droit du sol**. Les jeunes nés sur le territoire doivent « demander » la nationalité.

• 1994 : contrôles d'identité facilités aux abords des frontières intérieures de l'espace Schengen, en direction des demandeurs d'asile.

• 1996 : 1500 CRS évacuent par la force les 200 occupants de l'église Saint-Bernard, qui demandent des papiers.

• 1998 : Les préfets sont sommés d'organiser le retour dans leur pays des étrangers sans papiers non régularisés. Le gouvernement Jospin leur demande de déroger à la loi en adoptant une procédure d'introduction simplifiée pour les ingénieurs informaticiens.

• 2002 : Sarkozy, ministre de l'intérieur de Chirac, renforce tout l'arsenal de répression anti-immigré, avec en particulier une loi de sécurité intérieure contre « l'immigration clandestine », et la politique du chiffre, renforcée en 2007.

Depuis, les mesures répressives contre les migrants n'ont fait que se renforcer. La gauche au pouvoir n'a remis en question aucune des lois Sarkozy-Hortefeux, pas plus que les précédentes. Macron poursuit et aggrave cette même politique anti-immigrés.

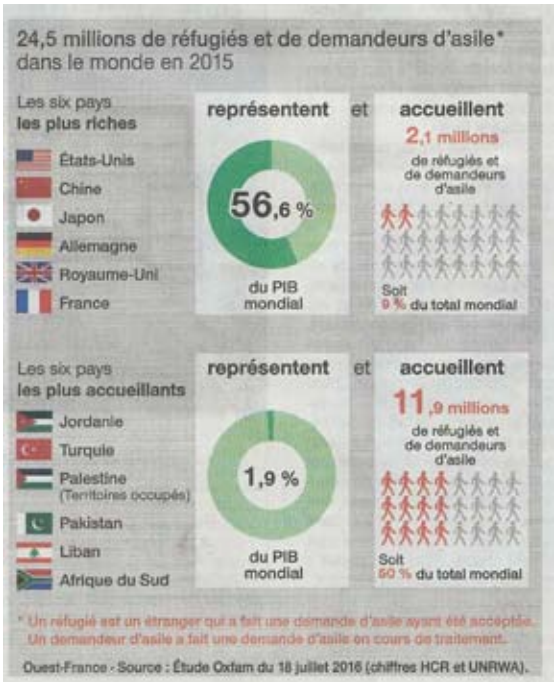
Contre l'Europe des barbelés et de l'austérité, unité des travailleurs et des peuples !

Face à la mondialisation, le piège du nationalisme

De la gauche à l'extrême-droite, tous ceux qui veulent « *endiguer le flux des migrants* » nous expliquent qu'il faudrait s'attaquer aux causes, en aidant au développement des pays ravagés par la pauvreté ou les guerres, en « *protégeant leur économie du pillage des multinationales et de la finance* », comme l'explique Djordje Kuzmanovic (dans une interview à l'Obs), conseiller de Jean-Luc Mélenchon, qui prône un étonnant « *souverainisme solidaire* ».

Penser qu'un repli souverainiste derrière les frontières pourrait en quoi que ce soit être une protection pour les peuples et les travailleurs, est une aberration et un piège mortel pour les exploités.

S'en prendre aux causes du drame des migrants, c'est se battre pour débarrasser l'économie du parasitisme des multinationales et des banques par l'expropriation, pour planifier démocratiquement la production internationale en fonction des besoins, au service de la collectivité.



Lutter contre les politiques sécuritaires et la répression !

L'Etat n'en finit pas de tenter d'intimider, de pourchasser, condamner les militants et plus largement celles et ceux qui, révoltés par le sort réservé aux migrants, les soutiennent.

Depuis l'instauration des objectifs chiffrés de Sarkozy en 2002, les poursuites à l'encontre des soutiens aux réfugiés et sans-papiers se renforcent. Militants s'opposant physiquement aux reconduites musclées à la frontière, passagers d'avions bloquant un départ pour empêcher une expulsion, citoyens choqués par la violence des rafles et intervenant contre la police... les arrestations, gardes à vue, passages devant les tribunaux n'ont pas cessé.

Mais l'ampleur du drame des migrants, au-delà de la simple solidarité humaniste, fait progresser la conscience que nous appartenons à la même classe des exploité-e-s. L'expression « *Welcome !* » en est devenue un symbole international.

De l'air, ouvrons les frontières !

Le renforcement des frontières, leur militarisation, l'augmentation dramatique du risque de mourir sur le chemin ne peuvent freiner la volonté de centaines de milliers de femmes et d'hommes, d'adolescents, de fuir l'enfer et d'avoir accès à une vie meilleure.

Evacuation porte de La Chapelle juillet 2017

Les frontières tuent, mutilent et alimentent l'industrie des passeurs. Ouvrons les frontières sans condition à tous les migrants, politiques, économiques, climatiques !

Un préjugé à combattre

Sur les millions de réfugiés recensés dans le monde fuyant des guerres ou des conflits, moins de 1 % sont accueillis en Europe. L'immense majorité des réfugiés restent dans les pays pauvres voisins.

Contrairement à un préjugé répandu, les migrations « sud-sud » restent de loin plus importantes que les migrations « sud-nord ».

La lutte paye

Partout, de la porte de la Chapelle à Paris, jusqu'à Calais ou dans la vallée de la Roya, la solidarité la plus élémentaire aux migrants, en se heurtant à la répression, au renforcement des lois anti-immigrés, devient plus politique, évolue vers une prise de conscience que faire respecter les droits les plus élémentaires, refuser le racisme et l'oppression, nécessitent de s'affronter directement avec le pouvoir.

Depuis des mois, dans la vallée de la Roya, des centaines d'hommes et de femmes accueillent et secourent les réfugiés qui parviennent à franchir la frontière italienne, vivent au quotidien les barrages de gendarmerie, les contrôles au faciès, les fouilles quotidiennes… un quasi état de siège qui pèse sur toute la population.

Cédric Herrou et Pierre Mannoni, condamnés pour avoir aidé des migrants à franchir la frontière, ont obtenu une première victoire en juillet 2018. Le Conseil constitutionnel a refusé de considérer l'aide aux migrants comme un délit. Il a dû reconnaître qu' « une aide désintéressée au séjour irrégulier ne saurait être passible de poursuites », au nom d'un « principe de fraternité ». L'aide à l'entrée de migrants sur le territoire continuera à être sanctionnée, mais ce recul est une victoire et un encouragement pour tous ceux qui luttent en solidarité avec les migrants.

Une marche solidaire et citoyenne pour les migrants est partie fin avril 2018 de Vintimille vers Paris, puis Calais et Londres où elle est arrivée début juillet. A Paris, plusieurs milliers de participants se sont joints aux marcheurs, dénonçant la politique raciste et xénophobe du gouvernement.

En plein mois d'août à Nantes, des centaines d'hommes et de femmes se sont mobilisés et ont manifesté contre la succession brutale d'expulsions de migrants à qui la municipalité PS voulait montrer que, créant « un appel d'air », ils n'étaient pas les bienvenus. Ils ont pris eux-mêmes en main l'hébergement (ouverture de squats) et ont fourni en un mois plus de 15 000 repas, reposant sur la solidarité de la population et des commerçants.

Solidarité des opprimés ! Pour une Europe des travailleurs et des peuples

Les politiques anti-immigrés dans l'Europe en crise visent à diviser les travailleurs pour le compte du patronat : ce n'est pas la « concurrence » des travailleurs immigrés qui tire vers le bas salaires et conditions de travail, c'est l'exploitation ! Travailleurs de toutes origines, avec ou sans papiers, notre lutte est la même contre l'austérité et pour nos droits au travail, à la circulation, à l'installation, à des papiers pour tous.

Contre cette société qui dresse les peuples les uns contre les autres, qui renforce les frontières et les mesures de contrôle et de surveillance des populations, nous défendons l'accueil inconditionnel des migrants, l'ouverture des frontières, la régularisation de tous les sans-papiers, la liberté de circulation et d'installation, la réquisition des logements vides, l'arrêt des interventions militaires. Nous posons la nécessité de l'annulation de la dette qui étrangle les peuples.

Contre l'Europe des riches et de la concurrence, nous défendons une Europe solidaire, démocratique, des travailleurs et des peuples !

Un combat de classe internationaliste

Le capitalisme globalisé a créé une classe ouvrière mondiale, exploitée par la même poignée de multinationales qui dominent la planète. Cette classe ouvrière aspire à vivre et à accéder au formidable progrès et aux richesses créés par son propre travail. Les travailleurs des banlieues populaires des pays riches, ceux des grandes concentrations industrielles des pays émergents, des villages des pays pauvres ou des camps de réfugiés ont les mêmes intérêts. Leur révolte et leurs luttes créent de nouvelles solidarités, une nouvelle conscience internationaliste porteuse de possibilités révolutionnaires.

Travailleurs du monde, avec ou sans papiers, natifs ou migrants, nos combats et nos intérêts sont les mêmes : la lutte pour nos droits économiques, sociaux, démocratiques, nécessite d'en finir avec la domination du capital et la propriété.